

Synthèse

jeudi 24 mars 2016

10^e Université Previnter

Tables Rondes – Animées par **Patrick Lelong**,
journaliste France info

À l'occasion de la 10^e Université Previnter, deux tables rondes ont traité des sujets de la « Compliance et des tensions global-local » ainsi que du « Cost Containment ». Une conférence de l'économiste **Daniel Cohen** est venue conclure cette manifestation annuelle de l'Association.

Compliance : les tensions global-local. Les couvertures santé face à la montée en puissance des réglementations locales dans le monde.

Par **Mattieu Rouot**, SVP Head of International Employee Benefit at AXA, Président MAXIS Global Benefit Network, **Jessica Hanslip**, Consultante spécialisée dans les domaines de la Compliance - MSH INTERNATIONAL, **Laurent Cochet**, Directeur exécutif adjoint - MSH INTERNATIONAL et **Thierry Hontabat**, Président de l'Association Previnter, Group Head of International Mobility - Crédit Agricole SA.

Les réglementations locales entrent parfois en contradiction avec la couverture des expatriés

Le secteur de l'assurance santé est soumis aux différentes législations locales de façon croissante. D'une manière générale, les expatriés se situent dans la zone grise du droit car ils ne sont pas la première préoccupation du législateur – comme le montre la loi Obama Care. Par ailleurs, face à la multiplication des scandales financiers et des risques terroristes, les Etats tendent à durcir les règles. Ces nouveaux environnements

10^e Université Previnter

juridiques, qui diffèrent en fonction des pays, rendent, par la lourdeur des processus imposés - notamment aux Etats-Unis et en Arabie Saoudite - et la difficile transmission de l'information, l'activité de l'assureur de plus en plus complexe. Ce dernier doit ainsi opérer une veille réglementaire afin de s'adapter aux contraintes de chaque destination. Il s'agit de gérer les packages proposés tout en tenant compte des exigences locales – prime payée localement ou contrat signé sur place, par exemple. Finalement, la meilleure solution reste de s'associer à un assureur local pour garantir une bonne compliance.

Le modèle français de couverture est-il toujours pertinent ?

Les différentes réglementations tendent toutes vers une meilleure couverture du salarié. La générosité du modèle français reste une base de comparaison utile pour assurer au mieux les expatriés en s'adaptant à la législation du pays d'accueil. En Afrique, certaines entreprises importent même notre système de prévoyance et s'inspirent de notre couverture médicale pour protéger à la fois les expatriés mais aussi les employés locaux, dans le cadre d'une stratégie de rétention des meilleurs talents. D'autre part, la notion de responsabilité de l'employeur va progressivement vers une uniformisation à l'international.

Les modalités d'action et l'accompagnement PREVINTER

L'objectif de l'association est d'anticiper les nouveaux enjeux. Il est important de noter que la réglementation évolue aussi en France, où les contrats responsables vont abaisser les garanties et créer une dichotomie avec la protection des expatriés. PREVINTER se mobilise pour que ses entreprises membres envoient leurs collaborateurs à l'étranger en toute conformité. Si les grandes entreprises ont la possibilité de prévoir l'évolution de la compliance, cela s'avère plus difficile pour les PME. PREVINTER aide à faire face à la complexité grandissante du métier en simplifiant l'étude des réglementations locales.

L'association accompagne également ses adhérents via la construction de solutions optimales pays par pays et de packages au cas par cas.

Cost containment : Concilier accès aux soins de qualité et politique des coûts maîtrisée.

Par le **Dr Jean-Marc Coursier**, Directeur des Relations Médicales et Patients - Ramsay Générale de Santé, **Ayden Tajahmady**, Directeur adjoint de la stratégie, des études et de la statistique - CNAMTS, le **Dr Annie Peytavin**, Directeur médical - MSH INTERNATIONAL, **Frédéric Van Roekeghem**, Directeur exécutif - MSH INTERNATIONAL et le **Dr Hélène Kaspi**, Directeur médical, Médecin du travail - Danone.

Des offres de santé extrêmement différentes d'un pays à l'autre

■ Des dépenses de santé inégales

Si la part des dépenses de santé atteint 15% du PIB aux Etats-Unis et 10% en France, elle ne représente que 3% du PIB en Inde. Il existe également une grande variabilité lorsque ces dépenses sont ramenées au nombre d'habitants – 8700 dollars aux Etats-Unis, 4100 dollars en France, 634 dollars en Chine et 200 dollars en Inde. Par ailleurs, le taux de couverture connaît de grandes disparités, puisqu'il peut passer de 75% en France à moins de 50% au Chili. De la même façon, la contribution directe des ménages s'élève à 7% en France contre 45% au Mexique.

■ La disparité des niveaux de soins

Il est difficile de mesurer les différences à grande échelle car il n'existe actuellement aucun indicateur clinique fiable. Pour autant, la combinaison de certains indicateurs permet de mesurer la qualité des soins. Il est possible, par exemple, de comparer le délai d'attente pour une opération de la cataracte – 33 jours en Hongrie, 361 jours en Pologne. Le taux de césarienne est également un indicateur intéressant car cette

10^e Université Previnter

pratique est souvent une exposition inutile au risque – il est de 15 pour 1000 en Islande, mais atteint 30 pour 1000 en Turquie. Si le niveau de soins varie, parfois drastiquement, d'un pays à l'autre, il existe néanmoins des offreurs de qualité quelle que soit la zone géographique. Il revient à l'entreprise de trouver les meilleurs établissements, qui ne sont pas nécessairement les plus chers. Ainsi, les hôpitaux chinois ont-ils développé des départements VIP, destinés aux expatriés, en générant des surcoûts inutiles.

Gérer l'accompagnement des salariés en amont

■ Bien connaître sa sinistralité

En général, la population expatriée est plutôt jeune et peu consommatrice de soins. La sinistralité est, par conséquent, plus concentrée que pour l'ensemble des salariés. Chez Ramsay Générale de Santé, ¼ des consommateurs explique 80% de la dépense de santé à l'international, et 6% des consommateurs génèrent 50% des coûts. Par ailleurs, l'hôpital, la maternité et les médicaments concentrent 70% des dépenses.

■ Organiser la prévention

Beaucoup d'entreprises développent un système de check-up au départ, avec un suivi pendant l'expatriation. Elles peuvent ainsi anticiper la gestion délicate des cas médicaux les plus graves en prévenant les risques avant le départ. Il est, par ailleurs, nécessaire d'aménager les garanties des contrats pour avoir un recours pertinent aux soins – encourager l'achat des génériques ou inciter les résidents frontaliers à bénéficier des tarifs les plus avantageux, par exemple. D'autre part, il est important d'expliquer aux salariés le fonctionnement du système de soins, en délivrant des fiches pays pour les prévenir des pathologies auxquelles ils seront peut-être confrontés et leur transmettre une liste des établissements de soins adaptés dans leur environnement proche. Il est également judicieux d'établir un rating qualité à partir d'un réseau international. Dans ce cadre, et pour optimiser sa classification médicale, l'entreprise ne doit pas hésiter à

sanctionner les établissements ne respectant pas la qualité ou les tarifs négociés.

L'arbitrage : la qualité de service et la maîtrise des coûts

■ Adopter une stratégie de conciliation

Même si l'entreprise se préoccupe toujours du salarié et de sa santé, la maîtrise des coûts reste un enjeu majeur. Le rapatriement en urgence, par exemple, génère systématiquement des dépenses importantes. Il faut résister à la pression familiale et des autres salariés afin de trouver la solution optimale sur les plans médical et financier. Par exemple, la communauté de Djakarta souhaite généralement se faire prendre en charge à Singapour, alors que, pour un certain nombre d'interventions, les établissements de Bangkok sont parfaitement adaptés. La population expatriée possède un niveau d'exigence élevé - confondant souvent le prix et la qualité - que seule la pédagogie et la communication en interne pourront contenir. Le médecin du travail, véritable « tampon » entre le salarié ou sa famille et l'employeur, est ainsi chargé de garantir la santé de la personne en évitant les dépenses non pertinentes.

■ Maîtriser les coûts en proposant des services de qualité

La qualité est la condition sine qua none du respect de la contrainte financière. Ainsi, l'organisation d'un offreur de soins possède-t-elle une importante résonance économique. Il est donc utile d'étudier l'efficacité organisationnelle et médicale de chaque établissement, comme l'effectue la certification de la Haute Autorité de Santé. Par ailleurs, la qualité des services peut être établie par l'existence d'indicateurs de satisfaction des patients, utilisés comme outils de management. Les bonnes pratiques médicales – qui permettent de réduire le temps d'hospitalisation ou encore d'éviter une opération chirurgicale non pertinente – agissent comme un rempart aux coûts inutiles. Finalement, une meilleure prise en charge du patient équivaut à une meilleure performance économique.

Conférence – Par Daniel Cohen, économiste et spécialiste de la macroéconomie internationale.

Les entreprises françaises face aux grands mouvements économiques dans un monde en mutation.

■ La dynamique de la croissance mondiale est portée par les pays émergents depuis la fin des années 1990

Une nouvelle page de l'histoire universelle s'est écrite entre la mort de Mao et la chute du mur de Berlin : celle de la mondialisation. Avant les années 1990, 80 % de la population mondiale vivait en dehors du commerce international. L'Inde, la Chine et la quasi-totalité de l'Amérique latine se développaient à l'intérieur de barrières protectionnistes, culturelles et politiques. Puis, subitement, le commerce mondial a vu le jour, tant et si bien qu'au milieu des années 1990, le processus d'ouverture politique et économique s'était achevé. Durant la seconde moitié de cette décennie, apparaissent les premières statistiques faisant état du phénomène de mondialisation. La dynamique du commerce international cesse d'être générée par l'Europe, et, en 2008, c'est le rôle contracyclique des pays émergents qui permet de limiter les conséquences de la crise sur le commerce international. Ces derniers sont désormais le moteur de la croissance mondiale.

■ Le commerce international a tenu le choc de la crise de 2008

La faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers possédait tous les aspects extérieurs de la crise des années 1930. Mais, si la répétition de l'histoire a pu être évitée, c'est parce que les gouvernements n'ont pas commis les mêmes erreurs.

- Lorsque la crise s'est propagée au système bancaire en 1930, la Fed a

considéré qu'il n'était pas de son ressort d'intervenir pour sauver les établissements bancaires. Selon Friedman, cette décision est la cause principale de la profondeur du traumatisme économique. À l'inverse, en 2008, la Fed a permis d'éviter un jeu de dominos tragique en libérant 600 milliards de dollars dès le lendemain de la faillite de Lehman Brothers.

- Dans les années 1930, les différents gouvernements ont choisi de mener des politiques budgétaires restrictives afin de rétablir la confiance. Cette fois-ci, le FMI a préconisé la mise en place de politiques de relance à hauteur de 2 % du PIB mondial, contribuant à limiter les conséquences de la crise.

- En mai 1930, le Congrès américain vote une série de mesures protectionnistes afin de se prémunir de la concurrence étrangère. L'Europe suit dans cette voie, provoquant l'effondrement du commerce mondial. Lors de la crise de 2008, la coopération internationale s'est, au contraire, renforcée, avec la création de nouvelles instances, comme le G20.

Finalement, en comparaison du reste du monde, l'Europe n'a pas su appréhender les récents déséquilibres mondiaux.

La crise du modèle chinois

Les économies des pays émergents perdent peu à peu de leur vigueur. La Chine connaît ainsi un ralentissement sans précédent, entraînant avec elle le Japon, l'Allemagne et tout l'écosystème de ses sous-traitants. Le modèle d'exportation de ce pays touche en effet ses limites. L'équilibre entre protection du marché intérieur et capacité à gagner des parts de marché à l'extérieur n'est plus évident. La Chine doit ainsi refonder son système de croissance et s'inspirer des théories keynésiennes pour le fonder sur la dynamique du marché intérieur. Il s'agit d'un défi de taille car la part de la consommation dans l'économie est extrêmement faible - 37 % du PIB, alors même qu'elle atteint le double dans la plupart des pays, même en Inde. Cela nécessite

10^e Université Previnter

un changement radical d'état d'esprit pour la société chinoise vieillissante, qui a tendance à épargner pour contrer sa peur du futur. Il revient au gouvernement de sécuriser le modèle et de relancer la démographie, notamment en fondant un système de protection sociale. La Chine, qui ne souffrait pas de la contradiction entre régime politique autoritaire et économie libérale, doit aujourd'hui faire face à un profond conflit avec l'ère des réseaux et de l'information.

La situation française encourageante

La France, dont l'économie a fortement subi la crise et les politiques budgétaires restrictives, se trouve aujourd'hui en bonne position. La croissance nominale des salaires est de 1,5% par an et la baisse significative du prix des matières premières permet d'injecter beaucoup de pouvoir d'achat. L'année 2016 sera ainsi la meilleure depuis 8 ans, avec 1,5% de prévision de croissance. La France n'a, en outre, pas la même dépendance au commerce mondial que l'Allemagne et connaît un avantage comparatif face au ralentissement économique chinois. Les secteurs français, comme les transports, le luxe, le tourisme ou encore la santé, possèdent une forte valeur ajoutée dans la période de transition actuelle car ils sont adaptés au développement économique des classes moyennes.

Vers un nouveau modèle de croissance ?

Les débats concernant les moteurs de la croissance opposent les économistes qui analysent la période actuelle comme une stagnation séculaire (Gordon, Summers, Krugman) et ceux qui croient à l'arrivée d'une troisième ou d'une quatrième révolution industrielle (Grunwald). En tout état de cause, l'étude statistique n'invite pas à l'optimisme : 90% des Américains n'ont pas connu d'augmentation de pouvoir d'achat depuis 30 ans et 60% de la richesse mondiale est captée par 1% de la population. Il

faut comprendre cette situation comme un paradoxe. Le monde connaît une explosion technologique, mais celle-ci ne se retrouve pas dans la croissance. Les nouvelles technologies n'ont, en effet, pas la même capacité d'entraînement de la société que les anciens progrès techniques, comme l'électricité qui a provoqué le développement de la société urbaine et l'augmentation du nombre de biens à consommer. Il existait une complémentarité entre le mode de production et les technologies, permettant au travail d'être plus productif et générant une croissance vertueuse. Aujourd'hui, les nouvelles technologies se substituent aux emplois. La numérisation d'un nombre croissant de tâches ne rend pas ces dernières plus productives mais les détruit. Finalement, les emplois qui survivent à la digitalisation du monde se trouvent en haut ou en bas de l'échelle sociale. Il nous revient de repenser le système afin que progrès technique génère un progrès économique et social. ■

Contact

PREVINTER

18, rue de Courcelles
75384 Paris Cedex 08
FRANCE
contact@previnter-mb.com
Tél. : +33 (0)1 44 20 29 98

Retrouvez
toutes nos publications
sur www.previnter-mb.com
et notre page [Linked in](#)